****

**FORMULAIRE DE DÉCLARATION D’INTENTION D’ALIÉNER UN DROIT RÉEL SOUMIS AU DROIT DE PRÉEMPTION**

**A envoyer aux adresses suivantes avec copie du compromis ou du projet d’acte d’aliénation :**

**1)** Direction générale opérationnelle de l’Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l’Energie

Direction de l’aménagement opérationnel et de la ville

Rue des Brigades d’Irlande, 1

5100 Jambes

**2)** Commune dans laquelle se situe le bien à aliéner

**3)** En cas de vente publique avec exercice de la faculté de surenchère, au bénéficiaire du droit de préemption qui n’a pas renoncé à l’exercice de son droit

**A. Identification du déclarant**

 **1.** Remplir l’une des deux cases ci-après

**PERSONNE PHYSIQUE**

Nom : Prénom :

Adresse :

Rue N° : Boîte :

Code postal : Commune

Téléphone : Fax :

E-Mail :

N° de TVA :

**PERSONNE MORALE**

Dénomination ou raison sociale :

Forme juridique :

Adresse du siège social

Rue N° : Boîte :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fax :

E-Mail :

N° de TVA :

Personne(s) dûment habilitée(s) à représenter la personne morale

Nom : Prénom :

Qualité : Administrateur délégué

Autre (préciser) :

 **2.** A remplir uniquement lorsque l’intervention d’un notaire/d’un officier public est requise volontairement ou par l’effet de la loi

**NOTAIRE/OFFICIERPUBLIC CHARGE DE LA PASSATION DE L’ACTE**

Nom: Prénom :

Agissant en qualité de :

Adresse :

Rue N°: Boîte :

Code postal : Commune

Téléphone : Fax :

E-Mail :

 **3.** Pour les biens indivis, indiquez le(s) nom(s) de l’(des) autre(s) coïndivisaire(s) et sa (leur) quote-part(s)

 Adresse(s) :

**B. Déclaration relative au bien**

Les préempteurs peuvent visiter le bien (Voir article D.VI.25, §1er, alinéa 2, 8° du Code du Développement Territorial)

**1.** Localisation

Commune : ……………………………………………………………………………………………

Adresse éventuelle : ………………………………………………………………………………

Références cadastrales :

Division / Section : N° Superficie totale

**2.** Nature du droit réel

Nature du droit réel qui constitue l’objet de la déclaration

**3.** Description du bien

Immeuble non bâti

Immeuble bâti

Superficie au sol du bâti

Superficie de plancher

Nombre de niveaux

Locaux dans un immeuble indivis

**Quote-part des parties communes**

**Nature du bien et superficie utile ou habitable**

C. Droits réels ou personnels grevant le bien

Oui - non

Oui, nature du (des) droit(s) :

D. Urbanisme

Destination urbanistique de la zone dans laquelle se trouve le bien

Au plan

**Etage**

**Bâtiment**

**No du lot**

**4**. Droits réels ou personnels grevant le bien

 Oui - non

Oui, nature du (des) droit(s) :

**5. Urbanisme**

Destination urbanistique de la zone dans laquelle se trouve le bien

 Au plan de secteur

 Au schéma pluricommunal ou communal

 Situation au guide communal d’urbanisme

 Autre(s)

**6.** Liste des permis de bâtir/d’urbanisme/d’urbanisme de constructions groupées/de lotir/ d’urbanisation

 Date et objet

 Certificats d’urbanisme obtenus dans les deux ans précédant la présente déclaration :

En cas d’impossibilité de remplir les points 5 et/ou 6 et d’absence de réponse de l’administration communale, mentionnez la date de l’envoi contenant la demande d’informations ou du récépissé de la demande d’informations auprès de l’administration communale et indiquez que les informations n’ont pas été données.

**C. Conditions de l’aliénation**

1. a) Vente de gré à gré :

 Prix

 Modalités de paiement

 Contre-prestation et contrepartie éventuelles et évaluations de celles-ci :

 Rente viagère

 Montant annuel :

 Montant comptant :

 Bénéficiaire de la rente :

 Autres conditions

1.b) Vente publique (et vente publique suite à surenchère) :

 Montant de la mise à prix éventuelle:

 Jour, heure et lieu de la vente publique physique:

 Jour du début et de clôture des enchères de la vente publique dématérialisée :

 Autre(s) modalité(s) de la vente publique :

2. Echange

 Désignation du (des) bien(s) reçu(s) en échange

 Montant de la soulte

 Propriétaire(s) contre-échangiste(s)

3. Donation - Autre(s) droit(s)

4. Conditions

Le soussigné identifié sous A, déclare qu’un document identique a été envoyé, simultanément et par envoi recommandé à la poste ou conformément à l’article D.I.13 du CoDT, à la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie et au Collège communal de la commune concernée, en vue de satisfaire aux dispositions de l’article D.VI.25 du Code du Développement Territorial.

 Nombre des annexes .............

**Date et signature** du déclarant ou de son mandataire

(Si nécessaire, signature du notaire)

.............................

***Protection des données***

L’exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données et au Code du développement territorial (CoDT), les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par la Direction générale opérationnelle de l’Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l’Energie du Service public de Wallonie qu’en vue d’assurer le suivi de votre dossier.

Ces données ne seront communiquées qu’aux autorités, instances, commissions et services prévus dans le CoDT, et particulièrement son livre VI. Le SPW peut également communiquer vos données personnelles à des tiers si la loi l’y oblige ou si le SPW estime de bonne foi qu’une telle divulgation est raisonnablement nécessaire pour se conformer à une procédure légale, pour les besoins d’une procédure judiciaire.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Elles seront conservées aussi longtemps que le périmètre de préemption existera.

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès de l’inspecteur général du Département de l’aménagement du territoire et de l’urbanisme.

Sur demande via un [formulaire](http://www.wallonie.be/fr/formulaire/detail/138958) disponible sur l’ABC des démarches du Portail de la Wallonie,  vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l’information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie en assurera le suivi.

Monsieur Thomas Leroy
Fonction : Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie
E-mail : dpo@spw.wallonie.be

Pour plus d’informations sur la protection des données à caractère personnel au SPW, rendez-vous sur l’[ABC des démarches du Portail de la Wallonie](http://www.wallonie.be/demarches/tout/protection-des-donnees-personnelles).

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n’avez aucune réaction du SPW,   vous pouvez introduire une réclamation sur le site internet de l’Autorité de protection des données (APD) : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/> ou contacter l’Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l’adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l’adresse courriel : contact@apd-gba.be

Vu pour être annexé à l’arrêté du Gouvernement wallon du

* + - 1. Le Ministre-Président,

Willy BORSUS

* + - 1. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
			2. Carlo DI ANTONIO